Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, en réponse à des questions sur la situation en Syrie, à l'Assemblée nationale le 16 février 2016.

2016-02-16

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous venez de décrire une situation terrible. Et l'urgence aujourd'hui est très claire, c'est la protection des populations civiles. Et les bombardements, je dis bien tous les bombardements, doivent cesser. Il est intolérable que des hôpitaux et des écoles soient visés, comme ce fut le cas encore hier où plus de 50 civils ont été tués par ces bombardements.

Ces actions, je l'ai dit et je le répète en les dénonçant, constituent des violations flagrantes du droit international. J'ai appelé ce matin le président de «Médecins Sans Frontières», Mego Terzian, pour lui dire toute la solidarité et tout le soutien de la communauté internationale et du gouvernement. Les travailleurs humanitaires paient au prix fort leur engagement sur le terrain et ils doivent être salués. Alors la priorité, en effet, c'est l'accès des populations à l'aide humanitaire. Et la situation est particulièrement dramatique à Alep où vit un million de personnes, dont 50.000 ont tenté de fuir.

Un accord a été trouvé à Munich, il doit être respecté et c'est un engagement : arrêt des hostilités, arrêt des bombardements, accès aux zones pour aider les populations avec l'objectif de la reprise le plus vite possible des négociations politiques à Genève, parce que c'est aussi le moyen de trouver une solution à cette crise dramatique et, ensuite, de mobiliser toute la communauté internationale sans hésitation, sans objection contre Daech.

Monsieur le Député,

Je ne vais pas me lancer dans un exercice théorique. Simplement, l'objectif est clair : il faut que la guerre en Syrie cesse. Et cela passe, effectivement, par un engagement international,

vous le savez très bien, et qui exige, en effet, une lucidité et aussi un sens des réalités ; il faut parler avec tout le monde.

Vous avez parlé de la Russie, mais bien sûr que nous parlons avec la Russie. Nous parlons avec la Russie pour la situation en Ukraine, nous parlons avec la Russie pour la situation en Syrie, mais, en même temps, nous avons des exigences. Et ces exigences aujourd'hui, c'est le respect des engagements qui ont été pris à Munich. La Russie, comme d'autres partenaires, s'est engagée à l'arrêt des hostilités, à l'arrêt des bombardements, pour l'accès aux aides humanitaires.

Et ce n'est quand même pas faire du sentimentalisme ou du droit-de-l'hommisme que de dire qu'il y a des millions de personnes qui, aujourd'hui, sont sous les bombes. Et s'ils n'ont pas de solution, et bien ils n'en ont qu'une : c'est de fuir et de devenir des réfugiés. Alors, oui, il faut être clair, il faut être ferme ; l'engagement est pris. Bien sûr qu'il faut discuter avec tout le monde, y compris avec la Turquie, ce que nous faisons en bonne intelligence. Nous nous disons les choses, y compris de ce qui s'est passé il y a quelques heures.

Mais nous voulons aussi aider ces pays, la Jordanie, le Liban - dont je rencontrerai le ministre des affaires étrangères dans quelques instants. C'est le sens de la conférence de Londres, avec 10 milliards d'euros d'aide, 3 milliards venant de l'Europe, dont une partie ira à la Turquie, une partie au Liban et une partie à la Jordanie.

Si nous voulons trouver des solutions pour les réfugiés qui arrivent massivement, alors, oui, il faut se battre avec détermination pour arrêter les bombardements, apporter l'aide humanitaire et puis engager un processus politique de négociations qui doit reprendre à Genève le plus vite possible.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 19 février 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/197976-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et